



FONDS DE SOLIDARITÉ ISLAMIQUE POUR LE DÉVELOPPEMENT (FSID) : RAPPORT D'ACTIVITÉ AU 20 AVRIL 2018

HISTORIQUE

1. Le FSID a été créé en tant que fonds spécial de la BID sur décision de la Conférence islamique extraordinaire au sommet qui a eu lieu en décembre 2005 à Makkah, Arabie Saoudite. Il a été officiellement lancé lors de la 32^e Réunion annuelle du Conseil des Gouverneurs de la BID qui s'est tenue du 29 au 30 mai 2007 à Dakar, Sénégal.
2. Le Fonds a été créé sous forme de Waqf (fonds fiduciaire)¹, avec un capital fixé à 10 milliards de dollars des États Unis. Tous les pays membres de la BID ont été invités à annoncer leurs contributions financières au Fonds et à apporter un soutien technique et moral à ses activités.
3. L'objectif du Fonds consiste à financer dans les pays membres de l'OCI, des projets et programmes de réduction de la pauvreté visant à assurer une croissance favorable aux démunis, le développement humain en améliorant les soins de santé et l'éducation, la capacité de production et les moyens d'engranger des revenus durables par le biais du financement des opportunités d'emploi, de la création de débouchés en milieu rural et de l'amélioration des infrastructures rurales et péri-urbaines de base. Ces objectifs sont directement liés à la réalisation des objectifs de développement durable (ODD). Le Fonds accorde des financements concessionnels et en particulier aux 28 pays membres les moins avancés (PMMA) de la BID.

I. MOBILISATION DE RESSOURCES

1. Le Fonds a été créé sur la base des contributions volontaires des pays membres " pour illustrer la solidarité et la fraternité islamiques " entre eux. En conséquence, les principales contributions devraient provenir du groupe des " pays membres à revenu élevé " et compenseraient ainsi celles potentiellement faibles attendues des pays membres les moins avancés (PMMA).

¹ Selon le concept de *waqf* (Fonds de dotation/fiduciaire islamique), seuls les revenus tirés du placement des ressources du Fonds sont utilisés pour financer ses opérations.

2. Bien que 10 ans se soient écoulés depuis le début de ses opérations, le FSID demeure handicapé par le faible niveau des ressources mobilisées, par rapport à son capital cible de 10 milliards de dollars des États-Unis.
3. Au titre de ce capital, le montant total des engagements s'élève actuellement à 2,7 milliards de dollars des États-Unis à souscrire par 49 pays membres (1,7 milliard) et la BID (1 milliard), soit 27,06 % (annexe 1).
4. En 2017, quatre pays se sont engagés à souscrire 24,1 millions de dollars des États-Unis (nouveaux engagements) ; il s'agit du Soudan (21,1 millions), du Togo (1 million), de Brunéi Darussalam (1 million) et des Maldives (1 million). Jusqu'à présent, aucun nouvel engagement n'a été pris en 2018.
5. Le capital libéré s'élève à 2,584 milliards de dollars des États-Unis. Un paiement de 0,94 million de dollars des États-Unis a été reçu d'un pays membre, en l'occurrence le Bénin en 2017, tandis que la BID a effectué le dernier versement de 50 millions sur sa contribution de 1 milliard de dollars.
6. Le montant des engagements restant à régler est de 143,85 millions de dollars des États-Unis.
7. Des lettres signées du Directeur général ont été envoyées aux Gouverneurs concernés leur demandant :
 - (i) d'envisager l'augmentation de leur contribution volontaire au capital du FSID conformément à la Résolution (ISFD/BG/3-432) DU Conseil des Gouverneurs appelant les pays membres à déterminer le niveau de leur contributions volontaire au Fonds sur la base d'un critère spécifique qui tient compte du PIB réel du pays, de la valeur totale de ses exportations et de ses réserves de change ;
 - (ii) d'envisager l'allocation des terrains Waqf que le FSID peut développer pour générer des revenus qui puissent accroître ses ressources conformément à la Résolution (ISFD/BG/3-433) DU Conseil des Gouverneurs ; et
 - (iii) d'informer le FSID des procédures à suivre pour obtenir des ressources financières auprès d'entités non gouvernementales opérant dans le pays.
8. En outre, le 13ème Sommet de l'OCI tenu en 2016 à Istanbul a souligné le rôle du FSID dans le financement de la lutte contre la pauvreté et appelé les pays membres

de la BID à le doter du capital nécessaire. Par conséquent, l'une des priorités stratégiques du FSID au cours des trois prochaines années sera de déployer tous les efforts possibles pour réaliser les engagements non libérés et amener les pays membres à souscrire de nouveaux engagements. Dans le même temps, le FSID continuera d'explorer les possibilités d'obtenir des ressources complémentaires pour les projets de réduction de la pauvreté par le biais de mécanismes tels que les fonds fiduciaires, l'allocation des actifs du Waqf, les partenariats, le cofinancement et le secteur privé. En effet, le FSID est en train de développer des partenariats stratégiques avec des pays membres donnés, tout en tirant établissant des relations étroites avec des donateurs intéressés pour lancer ces programmes.

9. Le Fonds revoit également sa politique d'investissement en vue d'assurer des rendements plus élevés et une source de revenu stable compatible avec les besoins en ressources des programmes de réduction de la pauvreté de la BID, ainsi que la préservation à long terme et l'amélioration de la valeur réelle des capitaux investis.

II. OPÉRATIONS DU FSID

10. En 2017, les approbations se sont chiffrées à 175,6 millions de dollars des États-Unis, dont 55 millions pour 5 projets et 120,6 millions sous forme de subventions. Les approbations (2008-2017) ont porté sur 117 opérations (prêts et subventions) en faveur de 33 pays membres et auxquelles le FSID a contribué à hauteur de 734,22 millions de dollars des États-Unis. Sur l'ensemble des projets approuvés, quelque 80 % ont été alloués aux pays membres les moins avancés (PMMA).
11. Les interventions ont ciblé (i) l'agriculture (et le développement rural) qui ont reçu environ 45 % des financements, (ii) l'éducation (et la formation professionnelle) qui attributaires de quelque 24 %.
12. Le FSID a également contribué à hauteur de 100 millions de dollars des États-Unis à un nouveau programme, en l'occurrence le Fonds "Lives and Livelihoods (LLF)", qui est un mécanisme de rachat mis en place par la BID et la Fondation Gates. Saudi Fund et Silatech (Qatar) ont également contribué à cette initiative. Ainsi, l'appui du FSID au LLF permettra non seulement de mobiliser davantage de ressources auprès

des partenaires au développement, mais aussi de mettre des ressources concessionnelles à la disposition des conditions des pays membres. À clôture de l'exercice 2017, le montant des allocations du FSID au LLF était de 40 millions de dollars des États-Unis. Ce financement a permis d'avoir des subventions à hauteur de 110 millions de dollars et 700 millions en fonds supplémentaires provenant d'autres partenaires, pour développer les secteurs ruraux et lutter contre les maladies infectieuses dans les pays membres moins développés.

Mobilisation de ressources pour le développement des projets Awqaf

13. Depuis l'adoption de la Résolution N° ISFD/BG/3-433) en 2012, le FSID n'a épargné aucun effort pour encourager les pays membres à allouer des actifs Waqf au Fonds. Au 31 janvier 2018, le nombre de pays ayant attribué des terrains au FSID dans le cadre du programme Waqf étaient au nombre de 4 : Bénin, Burkina Faso, Comores et Côte d'Ivoire.

Benin

14. Le terrain a été évalué à 5,7 millions de dollars des États-Unis (en 2014). La cérémonie de lancement des travaux s'est tenue le 8 février 2016 à Cotonou. Le processus de recrutement d'un gestionnaire de projet est en cours, et le Gouvernement du Bénin a donné son accord de principe pour des concessions fiscales et douanières dans le cadre de la mise en œuvre du projet. Les travaux de construction devraient commencer en septembre 2018 et se terminer en septembre 2021.

Burkina Faso

15. Le terrain est situé dans une zone de choix à Ouagadougou. L'évaluation de la parcelle est en cours et sera suivie d'une étude de faisabilité approfondie.

Comores

16. Le Gouvernement des Comores a mis à disposition un terrain de 5 ha sur la Corniche de Moroni. L'évaluation de la parcelle est en cours et sera suivie d'une étude de faisabilité approfondie.

17. L'Azerbaïdjan, Bahreïn, la Côte d'Ivoire, la Sierra Leone, le Cameroun, les Maldives, le Togo et le Soudan ont manifesté leur volonté d'offrir des terrains à titre de Waqf.

Mobilisation de ressources pour les programmes de prêt et de subvention

18. Le FSID a adopté et approuvé 3 nouveaux programmes de subvention en 2017 afin de mobiliser des fonds additionnels auprès des partenaires pour leur financement. Il s'agit de :

- a) **La deuxième phase de l'Alliance pour la lutte contre la cécité évitable** : le Conseil d'administration a approuvé une contribution de 5 millions de dollars des États-Unis étalée sur 5 ans, bien que les ressources estimées pour cette période se chiffrent à 25 millions pour financer 100 000 opérations des yeux. Toutefois, il convient de souligner que les engagements annoncés s'élèvent à 250 millions de dollars pour couvrir 1,5 million d'opérations, 10 millions de consultations et l'acquisition de lunettes des élèves enfants. L'annonce officielle de l'Alliance a été signée par tous les partenaires à l'occasion d'une réunion tenue en marge de la Réunion annuelle du Groupe de la BID qui a eu lieu le 4 avril 2018 en Tunisie.
- b) **Du Programme de bourses d'études en faveur des démunis** : Le Conseil d'administration a approuvé une contribution de 10 millions de dollars des États-Unis étalée sur en 10 ans dans les pays membres de la BID. Ce programme vient s'ajouter à celui de la BID.
- c) **De la Coalition pour la lutte contre la fistule obstétricale** : Le Conseil d'administration a approuvé une contribution de 5 millions de dollars des États-Unis étalée sur 5 ans pour ce programme.
- d) Le FSID a approuvé/alloué d'autres subventions en 2017 :
 - **Education pour les réfugiés syriens** : 2 millions de dollars ont été alloués dans le cadre d'un programme de 7 millions géré par le Département des Fonds fiduciaires ; ce montant est étalé sur trois ans à compter de 2016. Des donateurs extérieurs ont participé au programme à hauteur de 7 millions de dollars.
 - **Initiative pour les terres arides en Somalie** : 1 million de dollars a été

alloué dans le cadre de ce programme de 3 millions de dollars géré par le Département des Fonds fiduciaires. Ce montant est étalé sur 3 ans.

- **Renforcement des capacités pour le Programme d'entrepreneuriat des jeunes aux Comores** : un montant de 0,25 million de dollars a été approuvé pour ce programme.
- **Impression de manuels scolaires pour le Yémen** : 0,5 million de dollars approuvés pour ce projet.

19. Développement d'un programme de création d'emplois en partenariat avec

Silatech, Qatar : Ce partenariat vise à ajouter 1 million d'emplois supplémentaires aux 2 millions d'emplois prévus dans 15 pays arabes qui ont été initialement ciblés par le programme. Ainsi, le nombre total d'emplois à créer sera de 3 millions, ce par le biais de la microfinance, de la formation professionnelle et de l'adéquation des emplois. Le coût total du programme est estimé à 386 millions de dollars des États-Unis, et le FSID y contribuera à hauteur de 80 millions étalés sur 5 ans, sous forme de prêts concessionnels directs aux pays bénéficiaires. Silatech fournira 7 millions sous forme de subvention, tandis que le reste du financement sera couvert par les institutions financières des pays bénéficiaires. Il convient également de noter que le FSID s'est déjà associé à Silatech dans le cadre du Programme de soutien aux jeunes entrepreneurs pour les Comores (YES-COM), auquel Silatech a contribué à hauteur de 1,675 million de dollars et le FSID pour de 3,9 millions.

20. Education Above All, Qatar : Ce programme vise à mettre en place un programme

pour les enfants non scolarisés dans 3 pays membres : il ciblera initialement le Mali, le Nigeria et le Pakistan, en attendant que d'autres pays y soient ajoutés. Le programme vise à ramener à l'école de 2,4 millions d'enfants, en collaboration avec le FSID, l'EAA, les Gouvernements des pays bénéficiaires et les bailleurs de fonds internationaux. Son coût total est de 375 millions de dollars des États-Unis, auquel le FSID contribuera à hauteur de 100 millions, ainsi qu'approuvé par son Conseil d'administration le 30 mars 2018.

21. Fonds de la BID pour la science, la technologie et l'innovation (Fonds STI) : Le

FSID a contribué à ce Fonds à hauteur de 100 millions de dollars des États-Unis et espère ainsi aider la BID à mobiliser les 300 millions supplémentaires requis.

22. **Fonds « Lives and Livelihoods (LLF) » de Bill & Melinda Gates** : Ce Fonds fournit un financement abordable de 2,5 milliards de dollars des États-Unis en faveur des PMMA de la BID, ce en associant subventions et prêts concessionnels par la mise en commun d'une subvention de 100 millions de dollars du FSID étalée sur 5 ans et l'apport des donateurs dans un fonds d'affectation spéciale multi donateurs.

Mobilisation de ressources pour les programmes d'investissement du FSID

23. **Création de fonds de programmes d'autonomisation économique** : Il s'agit de fonds et de programmes qui seront constitués à partir du capital du FSID, de ses revenus ou ses investissements. Le programme vise à mobiliser des ressources pour créer des fonds et des institutions d'autonomisation économique dans les pays membres afin de permettre l'intégration des groupes à faible revenu dans l'économie productive et d'améliorer le développement durable. En 2017, des études et des consultations ont été menées entre le FSID et d'autres parties prenantes. On s'attend à ce que la valeur totale des fonds et des programmes à l'étude dépasse 4 milliards de dollars des États-Unis. La contribution du FSID dans un fonds ou programme quelconque sera de 10 à 25 %.

24. **Fonds d'investissement waqf Ihsan (IWIF) avec les banques** : Le FSID cherche à établir ces fonds Waqf pour mobiliser des ressources auprès des philanthropes des pays membres. Sa contribution ne dépassera pas 20 % du capital de chaque fonds, ce qui signifie que la contribution des philanthropes sera de 80 % ou plus. Les revenus tirés de la totalité du montant investi seront alloués aux programmes du FSID pour la réduction de la pauvreté. Les fonds IWIF en cours d'établissement sont:

25. **IWIF pour Al Quds** : Le Fonds a également mis au point des mécanismes novateurs de mobilisation des ressources, tels que les "soukouks sous forme de waqf" et " les Fonds d'investissement waqf Ihsan (IWIF)". Le FSID utilise actuellement l'IWIF pour créer un fonds spécial de 100 millions de dollars des États-Unis en faveur d'Al

Quds, et travaille au développement de cette initiative avec la Fondation Al Taawun, Jordan Commercial Bank et d'autres partenaires. Le 5 avril 2018, le FSID a signé un protocole d'accord avec les partenaires du Fonds Al Qods pour la création du Waqf, dont les revenus seront alloués aux habitants d'Al Qods afin d'améliorer leur niveau de vie.

26. **IWIF avec Investcorp au Bahreïn** : (l'objectif est de mobiliser 150 millions de dollars des États-Unis : la contribution du FSID sera de 30 millions celle d'Investcorp de 120 millions). Une lettre d'intention a été reçue d'Investcorp.
27. **Soukook sous forme de Waqf** : Le FSID est en train de développer un nouveau mécanisme de mobilisation des ressources avec les organisations malaisiennes. Le soukook sous forme de waqf sera émis en vertu de la réglementation de Negara Bank. Selon ce programme, le FSID émettra ces instruments à hauteur de 1 milliard de dollars des États-Unis, avec une émission initiale de 100 à 200 millions (un RRP a été préparé pour examen/approbation par le Conseil d'administration lors de sa 60e Réunion).
28. **Fonds micro-takaful** : Le FSID entend lancer un Fonds micro-takaful en collaboration avec la SIACE pour fournir des garanties aux banques et aux institutions financières allouant des prêts aux pays membres et aux institutions de microfinance qui ont besoin de ressources financières pour développer leurs programmes de microfinance et d'autonomisation économique. De plus, ce fonds permettra de renforcer les capacités d'emprunt des PMMA qui pourront ainsi mobiliser davantage de ressources pour lutter contre la pauvreté. La contribution du FSID est estimée à 50 millions de dollars des États-Unis et sera étalée sur cinq ans, et celle des autres partenaires à 50 millions. Ce montant permettra à la SIACE de fournir une garantie de 250 millions de dollars des États-Unis grâce à une police de réassurance.

III. PERSPECTIVES

1. Le FSID entend prendre un certain nombre de mesures visant à intensifier les actions de mobilisation de ressource et de plaidoyer. Il s'agit de :

- Renforcer les efforts de mobilisation des ressources par le biais de consultations avec les pays membres, l'exploitation de sources non conventionnelles, telles que les philanthropes, les dons en nature, les dons de terrains Waqf dans les pays membres, etc.
- Collaborer avec le secteur privé dans le cadre d'initiatives de responsabilité sociale des entreprises (RSE), et approcher des particuliers et des institutions de haute stature dans les pays membres pour solliciter des contributions au Fonds.
- Lancer des fonds fiduciaires spécifiques liés à la pauvreté sous l'égide du FSID. Ces fonds serviront à financer la fourniture de services de base aux démunis, notamment l'enseignement primaire, les soins de santé primaires, le microfinancement, l'agriculture et le développement rural, l'énergie pour les pauvres, les secours d'urgence et le renforcement des capacités institutionnelles.
- Mettre en œuvre de manière rigoureuse de la politique d'investissement du FSID afin d'accroître les revenus du Fonds.
- Élargir les partenariats afin de renforcer l'effet de levier financier du Fonds.

PARTICIPATION AU CAPITAL DU FSID

Au 20 avril 2018

S.No	PAYS	ENGAGEMENT (En 000 \$ EU)	MONTANT LIBÉRÉ (En 000 \$ EU)	REMARQUES
Souscrit et entièrement libéré				
1	Arabie Saoudite	1.000.000	1.000.000	Entièrement libéré
2	Koweït	300.000	300.000	Entièrement libéré
3	Algérie	50.000	50.000	Entièrement libéré
4	Qatar	50.000	50.000	Entièrement libéré
5	Malaysie	20.000	20.000	Entièrement libéré
6	Kazakhstan	11.000	11.000	Entièrement libéré
7	Egypte	10.000	10.000	Entièrement libéré
8	Pakistan	10.000	10.000	Entièrement libéré
9	Indonésie	10.000	10.000	Entièrement libéré
10	Maroc	5.000	5.000	Entièrement libéré
11	Oman	5.000	5.000	Entièrement libéré
12	Turquie	5.000	5.000	Entièrement libéré
13	Tunisie	5.000	5.000	Entièrement libéré
14	Gabon	4.000	4.000	Entièrement libéré
15	Jordananie	3.000	3.000	Entièrement libéré
16	République du Yémen	3.000	3.000	Entièrement libéré

17	Burkina Faso	2.200	2.238	Entièrement libéré
18	Bahrain	2.000	2.000	Entièrement libéré
19	Syrie	2.000	2.000	Entièrement libéré
20	Cameroun	2.000	2.000	Entièrement libéré
21	Nigeria	2.000	2.000	Entièrement libéré
22	Guinée	2.000	2.000	Entièrement libéré
23	Liban	1.000	1.000	Entièrement libéré
24	Iraq	1.000	1.000	Entièrement libéré
25	Suriname	500	500	Entièrement libéré
26	Azerbaïdjan	300	424	Entièrement libéré
27	Ouzbékistan	300	300	Entièrement libéré
28	Mozambique	200	200	Entièrement libéré
Souscrit et partiellement libéré				
1	Iran	100.000	65.000	1ère et 2e tranche
2	Soudan	36.100	944	1ère tranche
3	Bangladesh	13.000	6.000	1ère-6e tranches
4	Bénin	12.250	940	1ère tranche
5	Brunei	3.000	2.000	1ère tranche
6	Togo	2.000	1.000	1ère tranche

7	Gambie	1.220	12	1ère tranche
8	Sierra Leone	1.000	300	1ère tranche
9	Palestine	500	186	1ère tranche
10	Turkmenistan	300	100	1ère tranche
Souscrit et non libéré				
1	Sénégal	10.000	-	Aucun paiement
2	Côte d'Ivoire	5.000	-	Aucun paiement
3	Mauritanie	5.000	-	Aucun paiement
4	Mali	4.000	-	Aucun paiement
5	Tchad	2.000	-	Aucun paiement
6	Niger	2.000	-	Aucun paiement
7	Maldives	1.000	-	Aucun paiement
8	Comores	650	-	Aucun paiement
9	Guinée-Bissau	200	-	Aucun paiement
10	Ouganda	100	-	Aucun paiement
11	Albanie	10	-	Aucun paiement
Aucun montant souscrit				
1	Afghanistan		-	Aucun
2	Djibouti		-	Aucun
3	Guyana		-	Aucun
4	Rép. Kyrgvz		-	Aucun
5	Libye		-	Aucun
6	Somalie		-	Aucun

7	Tajikistan		-	Aucun
8	EAU		-	Aucun
1	Banque islamique de développement	1.000.000	1.000.000	Entièrement libéré
Grand Total		2.705.830		

Ressources en nature du FSID			(En 000 \$ EU)
1	Terrain Waqf du Bénin		5.355
2	Burkina Faso		À déterminer
3	Comores		À déterminer
4	Côte d'Ivoire		À déterminer